

**COMITE DEPARTEMENTAL DU TOURISME
DE LA LOZERE**

Association Loi 1901
Siège social : Rue du Gévaudan
48000 MENDE
SIRET 776 114 845 00048

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31/12/2022**

SAS A2H AUDIT
HARDTMEYER-HUC
Commissaire aux Comptes
Immeuble Espace 2B
6 Mail Philippe Lamour
34760 BOUJAN SUR LIBRON

Exercice clos le
31 décembre 2022

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

A l'Assemblée Générale du COMITE DEPARTEMENTAL DU TOURISME DE LA LOZERE,

1- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association COMITE DEPARTEMENTAL DU TOURISME DE LA LOZERE relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2- Fondement de l'opinion

2-1-Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2-2-Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

3- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L 823-9 et R 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable, sur la base des éléments disponibles à la date d'arrêté des comptes, des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4- Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

5- Responsabilité de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relative aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Exercice clos le
31 décembre 2022

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

6- Responsabilité du Commissaire aux Comptes relative à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

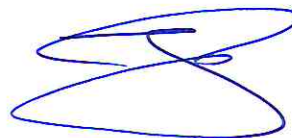
Comme précisé par l'article L 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaires aux comptes relative à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

BOUJAN SUR LIBRON,
Le 1er Juin 2023

SAS A2H AUDIT - HARDTMEYER-HUC

J. BILLY



Exercice clos le
31 décembre 2022

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

ANNEXES

- DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
- COMPTES ANNUELS

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan Actif

		31/12/2022			31/12/2021
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé (1)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	71 002	71 002		449
	Fonds commercial (1)	33 377		33 377	33 377
	Autres immobilisations incorporelles	23 880	1 505	22 375	23 880
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	4 192		4 192	4 192
	Constructions	483 717	444 750	38 967	13 427
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	51 231	37 214	14 018	11 343
	Autres immobilisations corporelles	232 051	175 419	56 632	73 091
	Immobilisations en cours	2 990		2 990	
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	14 820		14 820	14 820
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	7 385		7 385	7 385
	Prêts	85 348	85 348		
	Autres immobilisations financières				
TOTAL (II)		1 009 994	815 237	194 757	181 964
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	18 612		18 612	14 331
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	117 850		117 850	104 188
	Avances et Acomptes versés sur commandes	23 619		23 619	
	CREANCES (3)				
	Créances clients et comptes rattachés	106 817	66 570	40 246	30 752
	Autres créances	666 394		666 394	438 141
	Capital souscrit appelé, non versé				
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	736 745		736 745	1 319 477
	Charges constatées d'avance	23 228		23 228	47 153
	TOTAL (III)	1 693 265	66 570	1 626 695	1 954 042
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		2 703 260	881 807	1 821 452	2 136 006

(1) dont droit au bail

(2) dont immobilisations financières à moins d'un an

(3) dont créances à plus d'un an

Mission de Présentation des Comptes

Bilan Passif

		31/12/2022	31/12/2021
Capitaux Propres	Capital social ou individuel Primes d'émission, de fusion, d'apport ... Ecart de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	152 491	152 491
	Report à nouveau	812 612	504 049
	Résultat de l'exercice	(7 550)	308 563
	Subventions d'investissement Provisions réglementées		
	Total des capitaux propres	957 553	965 103
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques Provisions pour charges		21 276
	Total des provisions		21 276
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	734	
	Emprunts et dettes financières divers (3)	10 177	14 169
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	88 011	160 719
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	211 715	236 545
	Dettes fiscales et sociales	448 294	518 071
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	73 514	111 818
	Produits constatés d'avance (1)	31 455	108 304
	Total des dettes	863 899	1 149 627
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	1 821 452	2 136 006
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(7 549,74)	308 563,46
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		775 888	988 907
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		734	
(3) Dont emprunts participatifs			

Compte de Résultat

1/2

		31/12/2022		31/12/2021
		France	Exportation	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	304 320		304 320
	Production vendue (Biens)	310 892		310 892
	Production vendue (Services et Travaux)	1 036 273		1 036 273
	Montant net du chiffre d'affaires	1 651 484		1 651 484
	Production stockée			
	Production immobilisée			
	Subventions d'exploitation			1 362 637
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			54 408
	Autres produits			4 705
	Total des produits d'exploitation (1)			3 073 234
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			184 841
	Variation de stock			(13 663)
	Achats de matières et autres approvisionnements			156 433
	Variation de stock			(4 281)
	Autres achats et charges externes			862 710
	Impôts, taxes et versements assimilés			59 465
	Salaires et traitements			1 351 512
	Charges sociales du personnel			471 893
	Cotisations personnelles de l'exploitant			
	Dotations aux amortissements :			
	- sur immobilisations			33 927
	- charges d'exploitation à répartir			
	Dotations aux dépréciations :			
	- sur immobilisations			
	- sur actif circulant			
	Dotations aux provisions			21 276
	Autres charges			35 392
	Total des charges d'exploitation (2)			3 138 229
RESULTAT D'EXPLOITATION				(64 995)

S.H.H
C.A.C

Compte de Résultat

2/2

		31/12/2022	31/12/2021
RESULTAT D'EXPLOITATION		(64 995)	282 199
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)	53	49
	Autres intérêts et produits assimilés (3)	4 050	3 509
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges	11 235	
	Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total des produits financiers		15 339	3 558
CHARGES FINANCIERS	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		15 339	3 558
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		(49 656)	285 757
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	54 929	124 682
	Sur opérations en capital		458
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels		54 929	125 140
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	12 649	13 167
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	174	
Total des charges exceptionnelles		12 823	13 167
RESULTAT EXCEPTIONNEL		42 106	111 973
PARTICIPATION DES SALAIRES IMPOTS SUR LES BENEFICES			89 167
TOTAL DES PRODUITS		3 143 502	3 323 258
TOTAL DES CHARGES		3 151 052	3 014 695
RESULTAT DE L'EXERCICE		(7 550)	308 563
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(3) dont produits concernant les entreprises liées			
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées			

Mission de Présentation des Comptes

COMITE DEPARTEMENTAL DU TOURISME

Annexes

Annexes association

PREAMBULE

Descriptif de l'objet social de l'Association (extrait des statuts)

Le COMITE DEPARTEMENTAL DU TOURISME DE LA LOZERE a été constitué le 05 mai 1959, à l'initiative de l'Union Départementale des Syndicats d'initiative sous l'égide de M. Le Préfet de la Lozère, du Conseil Général et de la Chambre de Commerce et toutes les collectivités alors intéressées.

Il prend la forme d'une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, le décret du 16 août 1901, les dispositions des articles L. 132-1 et suivants du Code du tourisme et par les présents statuts, formée entre les membres fondateurs et tous les membres y ayant adhéré ou qui y adhéreront dans les conditions prévues par les présents statuts.

Le Comité prépare et met en œuvre la politique du tourisme du Département de la Lozère et contribue notamment à assurer l'élaboration, la promotion et la commercialisation des activités et produits touristiques et de loisirs, en collaboration avec les professionnels, les organismes et les structures locales, intéressés à l'échelon départemental ou intercommunal.

Le but du Comité comporte notamment :

- *La coordination des activités des différents professionnels, organismes et structures locales intéressés et apporte tout concours nécessaire ;*
- *L'étude et la réalisation d'initiatives tendant au développement des activités et produits touristiques et de loisirs du département ;*
- *L'étude, l'observation économique et statistique des activités touristiques et de loisirs du département ;*
- *La mise en valeur des richesses naturelles, archéologiques, artistiques, folkloriques, thermales ou autres du département ;*
- *L'amélioration et le développement de l'aménagement, de l'équipement touristique et de loisirs, et de la capacité d'accueil des structures touristiques et de loisirs du département ;*
- *La mission de qualification/ labellisation des structures touristiques aussi bien des hébergements que des lieux de visites ;*
- *Le développement et la promotion des activités et produits touristiques et de loisirs du département, sous toutes formes et sur tous supports, et notamment numériques, tels que sites internet, réseaux sociaux ;*
- *Le développement et la promotion de l'attractivité touristique, de l'image et du renom du département ;*
- *L'assistance aux différents professionnels, organismes et structures locales intéressés dans la structuration de l'offre commerciale des activités et produits touristiques et de loisirs du département ;*
- *L'organisation, la gestion, le conseil et le suivi de tout service de réservations et de commercialisation d'équipements et d'hébergements touristiques et de loisirs, d'accueil et d'animation. Ces missions s'exerceront obligatoirement au niveau départemental et pourront accessoirement se développer sur d'autres destinations, dès lors que cela contribue, de manière directe ou indirecte à améliorer le service rendu aux prestataires du département.*

Pour la poursuite de son but, le Comité pourra :

- *Procéder à la réalisation de toutes prestations de services en lien avec le département de la Lozère en ce compris, la réalisation de toute prestation de restauration ou de vente à emporter, notamment, sous l'enseigne « Maison de la Lozère », en tous lieux sur le territoire national ;*
- *Procéder à la diffusion et la commercialisation de tous produits, en France comme à l'étranger, et notamment, tous livres, objets, productions artisanales ou locales, agroalimentaires ou non, en lien avec le département ;*
- *Recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'elle soit, dès lors qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation de son but ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts du Comité.*

Description de la nature, du périmètre des activités ou missions réalisées et des moyens mis en œuvre

POURQUOI ?

Le Comité Départemental du Tourisme de la Lozère, en lien avec le Conseil Départemental, est la structure départementale en charge de la promotion touristique. Il est également au service de la compétitivité du tourisme lozérien, du développement du tourisme et des loisirs à l'échelle du territoire. Lozère Tourisme est engagé dans la mise en réseau des acteurs du territoire afin de les fédérer et les professionnaliser.

Il contribue à la promotion de la Lozère et son attractivité, la communication, l'observation touristique et le déploiement des outils numériques.

Il met à disposition et déploie des outils et des services auprès des sociaux professionnels et des Offices de Tourisme.

POUR QUI ?

Le Comité Départemental du Tourisme de la Lozère travaille pour différents types de cibles : les Visiteurs/Prospects de la destination et Clients des boutiques ou du restaurant, les Offices de Tourisme, les Communautés de communes et les Prestataires touristiques.

MOYENS ?

Le CDT de la Lozère compte 38 ETP répartis sur les 3 sites géographiques de la structure (Mende, Aire de la Lozère/A75 et Paris), avec sa Centrale de réservation, ses Boutiques et son Restaurant, il est un des Comités du Tourisme les plus diversifiés qui existent. Voici un récapitulatif des missions réalisées :

Promotion de la destination et Communication

Participation à des salons thématiques (Randonnée, Moto,...)

Campagnes d'affichages

Achats d'espace publicitaires dans la presse nationale, régionale et locale

Edition de brochures générales sur la destination (Respire, Carte Touristique)

Edition de brochures Thématiques (moto, camping-cars, vélo, pêche ...)

Accompagnement Numérique

Alimentation, la gestion et l'exploitation de la base de données départementale du Système d'Informations Touristiques (SIT48) – Tourinsoft

Déploiement de la place de marché Direct Lozère

Accompagnement des Offices de Tourisme dans la mise en place et le suivi du parcours numérique (accompagnement des prestataires)

Administration de la base Gestion de la Relation Prospect / Gestion de la Relation Client départementale

Gestion de l'e-réputation – Avis Lozère (Fairquest)

Presse

Démarchage de sociétés de productions pour des émissions télé sur la Lozère

Accueils de journalistes et d'influenceurs en France et en Europe

Veille sur toutes les parutions presse relatives à la Lozère (émissions TV, radio, articles papier et web)

Réseaux sociaux

Présence accrue sur les réseaux sociaux

Achat d'espaces publicitaires sur différentes thématiques : Ecotourisme, Expérientiel, Travail Nomade, Activités de Pleine Nature... et en fonction des cibles visées (jeunes actifs, familles, ...)

Relations et actions partenaires

Animation des filières (pêche, équestre, vélo, moto...)

Animation d'un club des sites touristiques

Mutualisation d'actions marketing en partenariat avec les départements du Lot et de l'Aveyron et les Offices de Tourisme de Lozère

Relais Départemental des Offices de Tourisme

Animation du relais des Offices de Tourisme : accompagnement, conseils classement, marque Qualité Tourisme, formations

Organisation d'une bourse aux brochures départementale

Observatoire

Recensement, traitement et analyse des données de fréquentation touristique « Flux Vision Tourisme » et partage avec les Offices du Tourisme

Recensement d'indicateurs auprès des sites touristiques majeurs

Suivi et envoi d'enquêtes de conjoncture ou de comportement clientèle

Réalisation d'une note de synthèse globale sur la fréquentation et partage sur l'Espace pro de Lozère Tourisme

Recherche et développement pour la mise en place de nouveaux indicateurs

Diffusion de rapports / chiffres auprès des porteurs de projets

Ingénierie – Développement Qualité

Accompagnement des porteurs de projet

Gestion du Relais départemental des Gîtes de France

Gestion du label Meublés de Tourisme pour ATOUT FRANCE

Gestion du label Tourisme et Handicap

Service commercial Lozère Résa

Accompagnement des prestataires en expertise et stratégie produit, gestion, tarification et optimisation des revenus, commercialisation, multidistribution, webmarketing, site internet, relation clients, administratif et juridique.

Aire de la Lozère / A75

Vitrine du Tourisme lozérien sur l'axe A75

Point d'accueil et de renseignements touristiques de l'offre départementale

Espace boutique avec vente d'ouvrages, topoguides, livres sur la Lozère, produits Made in Lozère...

Structure ouverte toute l'année 7 jours / 7

Maison de la Lozère à Paris

Véritable ambassade parisienne du Département en plein cœur de Paris – place Saint-Michel

Épicerie fine et boutique de produits Made in Lozère

Point d'accueil et de renseignements touristiques

Galerie d'Art

Restaurant de mise en valeur des produits du terroir lozérien

Espace affaires

L'exercice social clos le 31/12/2022 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2021 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 2 700 270 E.

Le résultat net comptable est un déficit de 7 550 euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 17/04/2022 par les dirigeants.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les faits significatifs de l'exercice sont les suivants :

CRISE SANITAIRE

L'émergence et l'expansion du coronavirus début 2020 ont affecté les activités économiques et commerciales au plan mondial. Cette situation extrêmement volatile et évolutive, sans toutefois remettre en cause la continuité d'exploitation, a eu des impacts significatifs sur l'activité 2021, 2021 et à moindre mesure sur l'année 2022.

Durant cette période de pandémie, le CDT a mis en place et a organisé :

- De l'activité partielle, notamment sur le site de l'Aire de la Lozère et sur le restaurant de Paris.
- la mise en place d'un télétravail partiel par roulement de tout le personnel du siège (à l'exception de quelques personnes) suite aux préconisations gouvernementales.
- la gestion des annulations par le service commercial Lozère résa en fonction des évolutions de la pandémie et des vacanciers touchés par le COVID.

Le CDT a dû faire face :

- aux sursauts d'activité postérieurement aux différents confinements et qui ont eu des impacts significatifs sur les années 2020 et 2021. Certains reports de séjour ont été effectués sur l'année 2022 et les arrhes versés ont été imputés sur la facturation 2022.

Impacts financiers des mesures prises :

- Mise en place d'activité partielle sur les années 2020 et 2021. Aides Urssaf et exonération de cotisations sociales sur cette période.
- Perception du fonds de solidarité sur les années 2020 et 2021.

Ces différentes mesures ont permis de limiter les impacts financiers de la crise sanitaire. L'année 2022, est la première année post-épidémie. L'impact de la crise ne semble pas significatif sur l'activité du CDT qui retrouve une activité normale.

CRISE ET GUERRE EN UKRAINE

Le début de la guerre en Ukraine a commencé au début de l'année 2022. Ce conflit ne semble pas avoir d'incidence sur l'activité du CDT.

DIVERS :

Sur l'année 2022, perte de la totalité de la commercialisation des hébergements de la SELO. Le volume de marché effectué avec la SELO était environ de 200 k€

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base:

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en EUROS.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Rappel :

En matière d'immobilisation, le Comité Départemental du Tourisme a adopté en 2005 la méthode de la réallocation des valeurs nettes comptables dite méthode prospective.

Cette méthode touche essentiellement les constructions, constructions sur sol d'autrui et constructions en concessions qui font l'objet d'une décomposition.

Les modèles de décomposition retenus sont les suivants :

Concernant les constructions :

Composants	Durée	Régime	Répartition
Gros œuvre et structure	40 ans	Linaire	60%
Toiture	30 ans		10%
Etanchéité	15 ans		5%
Installation électrique	15 ans		15%
Chauffage	15 ans		10%
Agencement intérieur			

Concernant les autres immobilisations corporelles :

Il n'est pas effectué de décomposition car il n'est pas identifié d'éléments significatifs faisant l'objet d'un remplacement à intervalles réguliers et ayant une durée d'utilisation différente de celle de la structure.

Stocks :

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La valeur brute des éléments fongibles du stock est déterminée selon la méthode du dernier prix d'achat en raison d'une rotation rapide (ou FIFO ou coût unitaire moyen pondéré). Les frais d'approche sont retenus dans la valorisation des stocks. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés au coût standard de production comprenant les consommations, les charges indirectes et directes de production, les amortissements de biens concourant à la production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les engagements des indemnités pour départ à la retraite représentent au 31/12/2022 un montant de 522 877k€. L'association a fait le choix d'externaliser le montant des engagements. Un contrat d'assurance auprès d'AG2R-La MONDIALE se décomposant :

- Contrats indemnités de licenciement : 46 626 euros,
- Contrats indemnités de fin de carrière : 405 729 euros

Contributions volontaires :

Les contributions volontaires n'ayant pas été considérées comme significatives, elles ne font pas l'objet d'une information dans l'annexe.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

INFORMATION COMPLEMENTAIRES POUR DONNER UNE IMAGE FIDELE

- En application du principe général énoncé par l'article 209 de l'annexe 2 du CGI, des secteurs distincts d'activité ont été constitués en matière de TVA.
- Application de ANC 2018-06 :
Informations sur changement de présentation des fonds dédiés : les reports et les reprises, comptes 689 et 789 sont intégrés dans le résultat d'exploitation et plus dans le résultat exceptionnel.

Pour l'année 2022, il n'a pas été effectué de dotation en fonds dédiés.

Annexe association (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	104 379	23 880		128 259
Immobilisations corporelles	747 686	43 905	20 399	771 192
Immobilisations financières	118 788		11 235	107 553
TOTAL	970 853	67 785	31 634	1 007 004

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
TOTAL I				
Autres immobilisations incorporelles TOTAL II	70 554	1 953		72 507
Terrains				
Constructions				
sur sol propre	113 877	1 565	9 909	105 533
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements	342 231	1 793	4 807	339 217
Installations techniques, matériel, outillages industriels	37 517	2 886	3 189	37 214
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	14 400	4 891		19 292
Matériel de transport	58 945	10 568		69 513
Matériel de bureau et informatique	78 663	10 445	2 494	86 614
Emballage récupérables et divers				
TOTAL III	645 633	32 148	20 399	657 382
TOTAL GENERAL (I+II+III)	716 186	34 101	20 399	729 889

Eléments constitutifs du fonds commercial

Fonds commercial de 33 K€ :

- Eléments constitutifs : Fonds commercial du restaurant de Paris acquis en 1990 (d'après tableau des immobilisations)

- Non dépréciation du fonds malgré la période de Pandémie. Le niveau d'activité de l'association semble retrouvé y compris sur la partie commerciale.

Etats des stocks

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Marchandises	104 188	13 663		117 850
Matières premières	13 359	5254		18 612
Produits intermédiaires				
Produits finis				
Autres approvisionnements	972			
Production en cours				
Travaux en cours				
Autres produits en cours				
TOTAL	118 518	18 917		136 463

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	17 392
Subventions/financements	
Autres produits à recevoir	
TOTAL	17 392

Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers	67 570			67 570
Comptes financiers	96 583		11 235	85 348
TOTAL	164 153		11 235	152 918

Annexe association (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	152 491				152 491
Dont générosité du public					
Report à nouveau	504 049	308 563			812 612
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	308 563	-308 563	-7550		-7550
Dont générosité du public					
Situation nette	965 103		- 7550		957 553
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					0
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	965 103		- 7550	0	957 553
TOTAL dont générosité du public					

Analyse des fonds dédiés

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations: Montant global	Utilisations: Dont remboursements	Transferts	A la clôture: Montant global	A la clôture: Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Numérique	0		0	0	0		0
Événementiel	0		0	0	0		0
Promo Comm. NTI	0		0	0	0		0
Promo Comm.	0		0				0
Maison Tourisme Paris	0		0				0
TOTAL	0		0	0	0	0	0

Les fonds dédiés sont affectés sur des sections services publics. Aucun fonds dédiés n'ont été utilisés sur l'année et aucune provision n'a été enregistrée au 31/12/2022.

Subventions d'investissement

Subventions

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
Aucune subventions d'investissements au 31/12/2022					0
					0
TOTAL		0		0	0

Reprises

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Quote-part virée au résultat de l'exercice	Reprise de l'exercice	A la clôture
Aucune reprises de subvention d'investissement au 31/12/2022		0		0	0
TOTAL		0		0	0

Annexe association (suite)

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Subventions d'exploitation

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu en N ou annulés	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
DEPARTEMENT	AIRE LOZERE	78 000	54 600	24 200		
DEPARTEMENT	PARIS	64 000	44 800	19 200		
DEPARTEMENT	CDT	1 200 000	838 632	361 368		
FEDER	SOLUTION RESA	10 737	10737	116 000		
FNADT	COCIERGERIE	9 900	9 900	0		
TOTAL		1 526 825	958 669	520 768		

Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

	Net
Produits exceptionnels	87 441
Sur opérations de gestion	858
Produits de cession des éléments d'actif	0
Produits sur exercices antérieurs	54 072
QP de Subvention portée au compte de résultat	0
Reprises de provisions et transferts de charges	32 511
Charges exceptionnelles	12 649
Sur opérations de gestion	987
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	
Dotations aux provisions	0
Charges sur exercices antérieurs	11 662
Résultat exceptionnel	74 792

Dont 42 280 euros de résultat exceptionnel nets hors variation des provisions et transferts de charges de l'exercice.

Annexe association (suite)

AUTRES INFORMATIONS

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

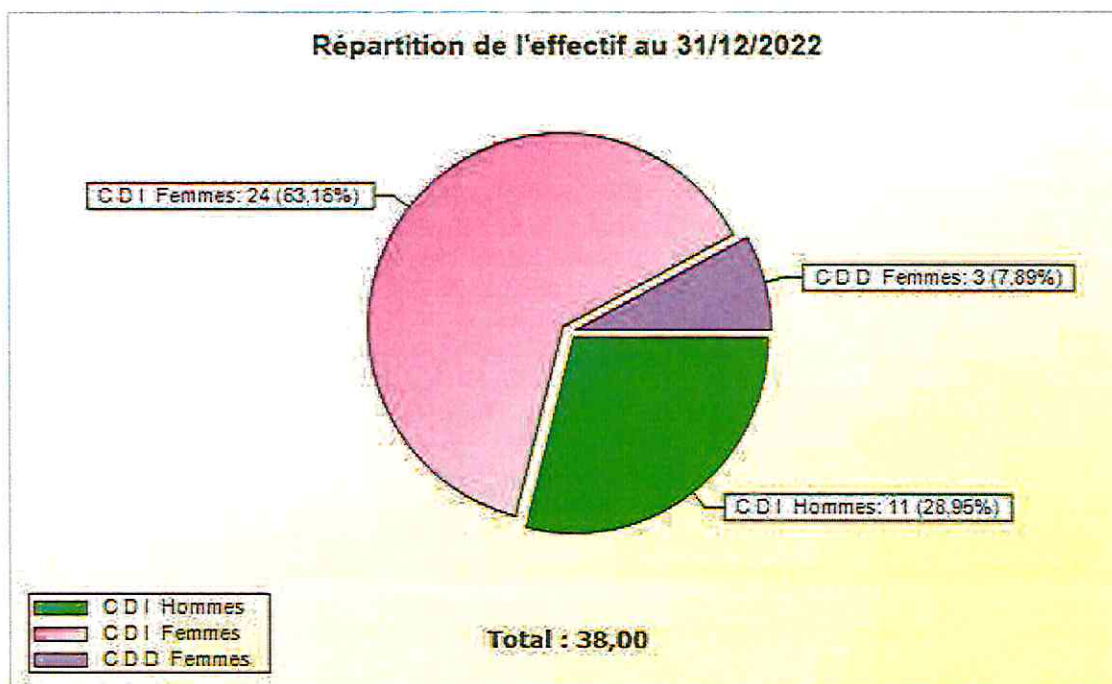
L'association a décidé de couvrir par un contrat d'assurance auprès d'AG2R LA MONDIALE le montant des engagements pour départ à la retraite, s'élevant à 522 877 euros au 31/12/2022. Ces engagements sont couverts à hauteur de 452355 euros au 31/12/2022.

Rémunération des cadres dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Effectif moyen



Répartition de l'effectif par sexe au 31/12/2022									
Catégorie	F	H	Total	CDI F	CDI H	Total	CDD F	CDD H	Total
Total	27	11	38	24	11	35	3		3

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 7 295 euros.